

[Texte]

So I answer my second question by stating that neither in its wording nor in its purpose nor in its result does Bill S-10 violate the strict division between public and private bills, or affect the rights, privileges, or prerogatives of any organization other than the sponsoring institute.

I know we will be talking about proposed paragraph 2.(2)(c) during clause-by-clause consideration, but let me make some general comments on the bill. Does the bill confer some sort of exclusivity upon the institute in its standards-setting activities? Mr. Gass has explained to you how the institute actually makes its standards and who is involved in the volunteer process.

Proposed paragraph 2.(2)(c) states that in carrying out its purpose the institute has all the powers necessary to create and improve standards of financial accounting, reporting, and auditing. This proposed paragraph reflects, as clearly as we can, the activity of the institute in creating accounting and auditing recommendations and guidelines.

You will notice that nowhere in the clause is there any restrictive language. The clause does not give the institute exclusive rights or sole rights; it simply confirms the institute's internal corporate authority to create accounting and auditing standards.

So why are the petitioners opposed to the bill and worried about it? I suggest it may reflect a fundamental misunderstanding of the nature and meaning of proposed paragraph 2.(2)(c), which may be part of a broader concern that the bill before you may be construed in some way to give the institute some sort of exclusive power.

My response to these concerns is to ask you to look closely at the words of Bill S-10. You will see there are no words that arrogate to the institute any such exclusivity.

Why, then, does the CICA object to the suggestion in the petition that we should restrict the ambit of proposed paragraph 2.(2)(c) to members of the institute? There are a number of reasons.

Once the institute has created its standards, they are used in a number of ways. Firstly, members of the institute may be required by their provincial organizations to follow them in their day-to-day practices. But the standards also have a significance beyond the members of the institute. I suspect that it is this broader significance which underlies the petition of CGA Canada.

The CICA standards have also been adopted by corporate and security statutes, and by securities regulators. The CICA standards are often prescribed or otherwise adopted in contracts entered into between private parties. The institute's

[Traduction]

Par conséquent, je réponds à la deuxième question en déclarant que le projet de loi S-10 ne viole, ni dans son libellé, ni dans son objet, ni dans ses effets la ligne de démarcation stricte entre les projets de loi d'intérêt public et d'intérêt privé, pas plus qu'il n'a d'effet sur les droits, les privilèges ou les prérogatives de toute organisation autre que l'institut qui a parrainé le projet de loi.

Je sais qu'il sera question de l'alinéa 2.(2)c) à l'occasion de l'examen article par article, mais j'aimerais ici faire des observations générales au sujet du projet de loi. Celui-ci confère-t-il un pouvoir exclusif quelconque à l'institut en matière de normalisation? M. Gass vous a expliqué comment l'institut élabore ses normes, et qui participe au processus de normalisation fondé sur le bénévolat.

L'alinéa 2.(2)c) stipule que pour atteindre son but, l'institut a tous les pouvoirs nécessaires pour élaborer des normes et améliorer les normes existantes en matière de comptabilité, de présentation et de vérification de l'information financière. Cette disposition reflète, aussi clairement que possible, l'activité de l'institut en ce qui concerne l'élaboration de recommandations et de notes d'orientation en comptabilité et en vérification.

Vous constaterez que la disposition ne contient aucune clause de nature limitative. Elle ne confère pas à l'institut des droits exclusifs ou uniques. Elle ne fait que confirmer l'autorité générale interne de l'institut d'élaborer des normes de comptabilité et de vérification.

Dans ce cas, pourquoi les requérants s'opposent-ils au projet de loi et pourquoi s'en inquiètent-ils? À mon avis, cela pourrait découler d'une méprise fondamentale quant à la nature et à la portée de l'alinéa 2.(2)c). Cette opposition peut être rattachée à une crainte plus profonde de voir le projet de loi à l'étude interprété d'une manière qui aurait pour effet de conférer à l'institut une espèce de pouvoir exclusif.

Ma réponse à cette crainte est de vous demander d'examiner attentivement le libellé du projet de loi S-10. Vous constaterez qu'aucun des termes utilisés ne vient attribuer abusivement un tel pouvoir exclusif à l'institut.

Pourquoi alors l'ICCA s'oppose-t-elle à la suggestion de limiter le champ d'obligation de l'alinéa 2.(2)c) aux membres de l'institut? Il y a un certain nombre de raisons à cela.

Une fois que l'institut a élaboré ses normes, celles-ci sont utilisées de diverses manières. En premier lieu, les membres de l'institut peuvent être tenus, par leurs organisations provinciales, de les respecter dans l'exercice quotidien de leur profession. Toutefois, l'importance des normes ne s'arrête pas à leur utilisation par les membres de l'institut. J'ai dans l'idée que c'est précisément cette porte élargie qui se trouve à la base de la requête de CGA-Canada.

Les normes de l'ICCA ont également été adoptées dans les lois relatives aux sociétés par actions et aux valeurs mobilières, et par les autorités de réglementation des valeurs mobilières. Aussi, les normes de l'ICCA sont souvent